

La guerre en Ukraine et la stratégie militaire occidentale

L'OTAN organise à nouveau sa défense. Pour dissuader la Russie d'attaquer l'Alliance, la priorité est donnée aux capacités conventionnelles. Les pays s'appuient sur le scénario de la guerre en Ukraine pour définir leur stratégie militaire et établir la planification des forces armées. Ainsi, de nombreux projets d'ajustement sont en cours au sein des forces armées nationales.

Par Niklas Masuhr

Lorsqu'en février 2014, les troupes d'intervention russes ont pris possession de la péninsule de Crimée sur un coup de force, l'OTAN avait encore de lourds effectifs engagés en Afghanistan. Après plus de dix ans d'efforts de contre-insurrection et de stabilisation, les événements en Ukraine ont poussé l'Alliance à renouer avec ses missions initiales: la dissuasion et la défense collective. Lors de son sommet qui s'est tenu à l'automne 2014 au pays de Galles, l'OTAN a ainsi décidé d'améliorer sa vitesse et sa capacité de réaction. Pour marquer sa détermination unanime face à la Russie, l'Alliance a ensuite décidé, à l'occasion de son sommet de Varsovie en 2016, de déployer des contingents multinationaux par rotation dans ses États membres de l'Est. Outre ces évolutions au niveau de l'OTAN, on observe depuis 2014 un grand nombre d'ajustements militaires au sein des forces armées nationales. Cette analyse se penche sur trois membres clés de l'OTAN: les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Leurs stratégies respectives pour relever le défi russe s'appuient en grande partie sur des capacités et des procédés éprouvés que Moscou a déjà déployés, notamment dans l'est de l'Ukraine.

Les méthodes de guerre russes

Même si les missions de défense semblent, à première vue, moins complexes que les missions de stabilisation dans des pays comme l'Afghanistan ou l'Irak, l'armée



Des parachutistes de l'armée américaine durant l'exercice Swift Response de l'OTAN sur le terrain militaire d'Adazi en Lettonie le 9 juin 2018. *Ints Kalnins / Reuters*

russe, remise sur pied par Vladimir Poutine, place l'OTAN face à des défis fondamentaux. Depuis 2008, Moscou a procédé à une réforme complète de ses forces armées et investi dans des équipements et des compétences spécifiquement conçus pour neutraliser l'avantage militaire occidental. La Russie s'est dotée de missiles ultramodernes capables d'atteindre des cibles aériennes, terrestres et maritimes éloignées (armes à longue portée), ainsi que d'équipe-

ments destinés à brouiller les communications radio et satellite. Alors qu'elles ont pu s'appuyer sur des communications sûres et leur supériorité aérienne en Irak et en Afghanistan, les forces armées occidentales rencontreraient alors des conditions bien plus difficiles en cas de conflit avec les troupes russes.

En outre, aussi bien pendant l'opération qui a conduit à l'occupation de la Crimée que

lors de l'escalade au Donbass, Moscou a nié, ou du moins masqué, la présence de troupes russes. Les unités en Crimée et au Donbass ont d'abord été présentées comme des «résistants locaux». On a ensuite prétendu que des unités entières de soldats volontaires étaient en vacances sur le front. En Crimée comme au Donbass, un mélange de sympathisants locaux, d'unités spéciales et de troupes d'intervention sans emblèmes nationaux a permis d'entretenir cette histoire le plus longtemps possible. Hormis ce déni, les approches russes sur ces deux terrains présentent peu de points communs, d'autant que l'opération en Crimée est difficilement reproductible. Là-bas, les forces russes ont bénéficié d'un effet de surprise unique dans la mesure où Moscou possédait déjà une garnison sur place avec la base navale de Sébastopol, considérée comme légitime par la population locale pro-russe.

Dans l'est de l'Ukraine, en revanche, l'engagement des forces russes, à l'origine minimal, a atteint ses limites. Malgré les équipements fournis par la Russie, les milices séparatistes ont été repoussées par l'armée ukrainienne. Face à cette situation, les forces armées russes ont mené en août 2014 et janvier 2015 des offensives mobilisant chaque fois plusieurs milliers de soldats. Ces opérations ont offert à la Russie des conditions avantageuses pour les cessez-le-feu de Minsk. Les troupes engagées se sont essentiellement employées à détruire les

Dans l'est de l'Ukraine, en revanche, l'engagement des forces russes, à l'origine minimal, a atteint ses limites.

unités ukrainiennes par des tirs d'artillerie massifs à distance. Les alliés séparatistes ont été utilisés comme avant-garde pour limiter au maximum les pertes russes et reconnaître des cibles pour l'artillerie. Les troupes russes ont également amené des systèmes de défense aérienne et de guerre électronique qui ont constitué une dissuasion efficace face à l'armée de l'air ukrainienne. Le noyau des forces régulières russes a uniquement été mobilisé contre des cibles ukrainiennes majeures. Dans ce cadre, elles ont allié des méthodes traditionnelles, telles que des chars lourds, à des drones de reconnaissance et de communication.

Les armes à longue portée de la Russie telles que les missiles balistiques et les mis-

siles de croisière navals et aériens, sans parler de son arsenal nucléaire, aident à prévenir une escalade préjudiciable des conflits locaux, et notamment une intervention occidentale. En parallèle, le recours à des milices locales, des unités spéciales ou des mercenaires permet de réduire l'«empreinte» des unités régulières, ce qui contribue à maintenir l'image d'un mouvement de résistance local (voir l'illustration).

Cependant, il est important de noter que les interventions russes en Ossétie du Sud, en Ukraine et en Syrie ont été menées dans des contextes très différents et avec des approches totalement distinctes. Elles ne peuvent donc pas se résumer, comme on le pense souvent à tort, à un «scénario» codifié. Même si les chefs d'état-major ont récemment souligné l'importance des capacités non militaires et non conventionnelles, les méthodes de guerre actuelles de la Russie reposent également sur les conceptions traditionnelles des théoriciens soviétiques. Si l'on y regarde de plus près, l'image d'un tournant dans la stratégie militaire russe ne tient donc pas.

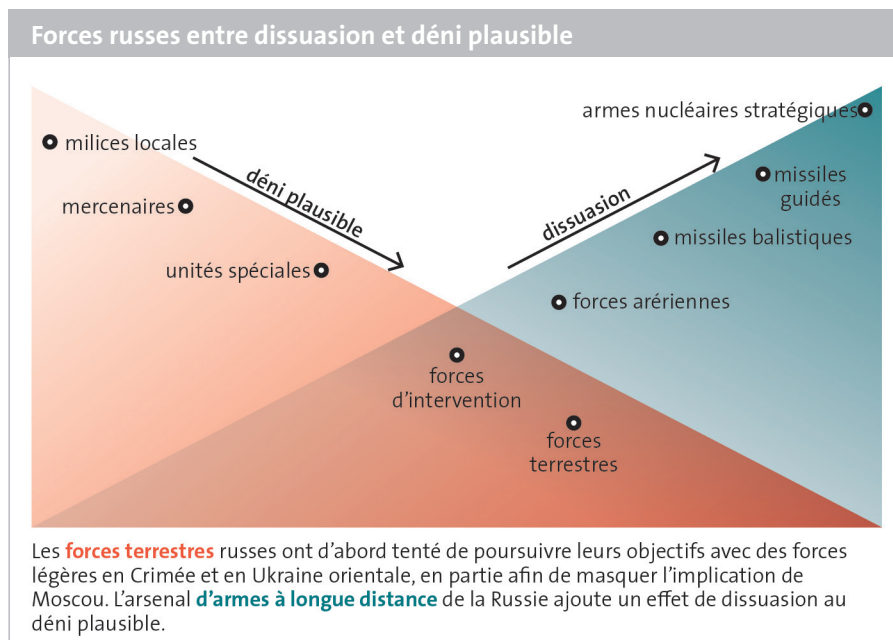
Les forces terrestres des États-Unis

L'Armée de Terre des États-Unis a récemment fait l'objet de plusieurs transformations, chacune conçue pour répondre à un défi spécifique. La dernière, et probablement la plus importante, a été la tentative de généraux comme David Petraeus de préparer l'armée de terre à des opérations de contre-insurrection, de stabilisation et de lutte antiterroriste, en adaptant sa structure et ses équipements en conséquence. Lors des récentes interventions militaires russes, l'armée américaine a toutefois compris que les dogmes traditionnels n'avaient plus cours. Jusqu'ici, tout le monde était fermement convaincu de la supériorité écrasante des États-Unis dans tous les domaines de la guerre moderne, en particulier dans les airs, en matière d'information et de communication. Or, les investissements russes dans la défense aérienne, l'artillerie et la guerre électromagnétique (brouillage des communications radio et satellite) représentent une menace directe pour les forces armées américaines. Les documents de doctrine des États-Unis font très clairement état de ce problème. La Russie en particulier, mais aussi la Chine, auraient découvert des faiblesses majeures dans la logique de guerre américaine et les auraient exploitées. Pour le Pentagone, l'engagement russe en Ukraine a donc des répercussions mondiales explicites. Il en résulte

un élargissement du tableau du conflit, qui constitue la base des opérations américaines. Ainsi, outre les dimensions terrestre, navale et aérienne, il convient désormais d'intégrer l'espace, le cyberspace, le spectre électromagnétique et l'espace social d'information. Pour dissuader des «near-peer competitors» comme la Russie et la Chine, l'armée américaine est en train de développer une recette consistant à synchroniser plus rapidement et plus efficacement ces dimensions: les «multi-domain operations».

Le Pentagone s'attend également à ce que les conflits militaires de demain se jouent dans une «zone grise», c'est-à-dire à mi-chemin entre la guerre et la paix dans lequel le recours à la force militaire est dissimulé et associé à des moyens de renseignement et propagande – comme ce fut le cas en Crimée et, au début, à l'est de l'Ukraine. Dans un tel scénario, l'usage prématuré ou disproportionné de force militaire par l'Occident risquerait de perdre sa légitimité et pourrait même justifier une intervention ouverte (ou du moins, plus visible) de la Russie. Pour s'adapter à cette situation, l'armée américaine a mis en place des «brigades de soutien à la sécurité». Composées de cadres expérimentés, ces brigades sont conçues pour aider les États amis à former plus efficacement leurs troupes. D'une part, ce système permettrait, par exemple, de soutenir sans gros moyens matériels l'armée ukrainienne et de la renforcer en vue d'un nouveau conflit avec la Russie. D'autre part, le fait que les États-Unis aient déjà des troupes sur place est considéré comme un avantage. En cas de conflit, on part du principe que les forces sur le terrain auront déjà établi des contacts avec l'armée et la société locale, ce qui facilitera l'intervention des troupes dans ce contexte sociopolitique: des conditions jugées indispensables afin de pouvoir opérer de manière efficace dans cette «zone grise».

L'escalade dans l'est de l'Ukraine montre aussi le danger de ne pas être préparé à un conflit intense de type conventionnel. Pour s'assurer l'avantage sur les unités régulières russes, l'armée américaine adapte son entraînement et son équipement. Les troupes s'exerceront de nouveau à opérer sans communications en temps réel et à se dissimuler des moyens de détection modernes, tels que les drones de reconnaissance. Concernant l'armement, l'armée américaine s'emploie essentiellement à accroître ses capacités d'artillerie afin de pouvoir mettre en échec l'artillerie russe, actuellement supérieure. La défense aérienne de l'armée de



terre doit également être renouvelée. Toutes ces compétences et capacités ont été délibérément négligées au cours de la phase d'opérations contre-insurrection.

Le cas des États-Unis illustre parfaitement le dilemme qui se pose aux forces armées occidentales. À trop se concentrer sur les missions militaires classiques, les pays risquent de perdre, en cas de conflit sur le terrain, leur crédit politique auprès d'une population locale ambivalente, voire hostile. En même temps, la focalisation exclusive sur ces missions offre à l'adversaire potentiel la possibilité de recourir à des moyens militaires classiques pour provoquer une escalade du conflit et mettre l'autre partie devant le fait accompli. L'OTAN doit donc se livrer à un exercice d'équilibriste consistant à se préparer à la fois à opérer en «zone grise» et à des hostilités classiques. Dans ce contexte, les exemples du Royaume-Uni et de l'Allemagne montrent le défi de réagir avec des budgets plus serrés.

Le Royaume-Uni

L'armée britannique est toujours en train de récupérer des importantes coupes budgétaires opérées en 2010 par le gouvernement Cameron, dans le cadre de sa politique d'austérité. Depuis 2015, les documents de stratégie du Royaume-Uni renouent avec un ton plus ambitieux. Certaines capacités, telles que les moyens aéronavals embarqués, sont en cours de reconstitution (voir *Analyse du CSS n° 185*).

Pourtant, en dépit d'une évolution de la menace, les plans des forces britanniques restent dominés par les contraintes budgétaires.

Dans la perspective d'un conflit terrestre en Europe, l'armée britannique compte, d'ici 2025, être en mesure de déployer rapidement une division complète en Europe de l'Est. Londres marche ainsi dans les pas d'autres pays de l'OTAN. Les forces armées ne seront plus divisées en petits corps de troupe légers et rapides à déployer (brigades), mais en grandes unités (divisions). Si cette logique est bien adaptée à une perception de la menace caractérisée par une instabilité et des crises régionales, elle convient moins dans les scénarios classiques de défense. Outre le fait qu'une division représente un «volume» plus élevé, il est important qu'une grande partie des capacités d'appui des forces armées occidentales (artillerie, pionniers, défense aérienne, etc.) soient organisées au niveau divisionnaire supérieur, c'est-à-dire mutualisées entre plusieurs brigades. Concernant la division britannique, tous les éléments jugés pertinents doivent pouvoir être regroupés sous un seul commandement. Cela doit se faire en coopération explicite avec les alliés, que ce soit dans le cadre d'un corps américain composé de plusieurs divisions ou d'un groupement de combat multinational. Concrètement, la division sera constituée de deux brigades blindées et deux brigades mobiles moyennes. Ces brigades d'assaut ou *strike brigades* doivent être dotées de

nouveaux équipements, notamment un char de grenadier modulaire (*Ajax*) et de nouveaux véhicules de transport blindés. L'importance accordée à la mobilité s'explique par le fait que, malgré la présence de foyers de tension en Europe de l'Est et dans les pays baltes, il est difficile de prévoir exactement où des opérations de combat peuvent avoir lieu. Les unités de combat doivent donc être en mesure de se déployer de façon souple et rapide sur une zone étendue. En outre, l'armée russe a prouvé que des systèmes de détection modernes à large couverture associés à une artillerie lourde constituaient un grand danger pour les corps de troupe stationnaires ou lourds.

Cette évolution des priorités se reflète également dans les mesures d'équipement prises par l'armée britannique. Lors de l'intervention en Afghanistan, des véhicules de transport résistants aux mines ont été mis en service dans l'urgence. Désormais, les efforts se concentrent sur la modernisation du char *Challenger* et de l'hélicoptère de combat *Apache*. Dans l'armée de l'air, l'*Eurofighter Typhoon* sera doté de capacités de combat terrestre. En plus de ces projets d'acquisition, le ministère britannique de la Défense a entrepris d'intensifier l'entraînement des troupes dans l'Arctique norvégien. Après plus de dix ans d'opérations contre-insurrection hors du territoire de l'Alliance, les commandos marine britanniques seront de nouveau dotés des capacités requises pour apporter leur appui sur le «flanc nord» de l'OTAN.

Pour faire face aux menaces de niveau inférieur à une guerre ouverte, l'armée britannique a procédé à deux ajustements majeurs. Tout d'abord, une unité (*77 Brigade*) a été mise en place pour contrer la propagande stratégique, en particulier dans les médias numériques, et pour mener des opérations d'information. Ensuite, l'armée britannique, à l'instar de l'armée américaine (bien qu'à plus petite échelle), concentre des capacités d'entraînement et d'appui aux forces armées étrangères sur le terrain. Ces bataillons d'infanterie spécialisés doivent mener des missions de formation en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique afin de soulager l'infanterie régulière.

L'Allemagne

Comme ses partenaires de l'OTAN, l'Allemagne considère que la principale mission de son armée, dans un avenir proche, est de dissuader la Russie de s'attaquer à des membres de l'Alliance. Pour assurer cet engagement, le ministère allemand de la Dé-

fense a annoncé des «renversements de tendance» en matière de personnel et d'équipement. Ces évolutions s'inscrivent dans le contexte des mesures d'austérité qui restreignent considérablement les capacités opérationnelles de la Bundeswehr depuis les années 1990, en particulier dans la défense nationale classique et la défense de l'Alliance. Cette «réorientation» envisage la reprise d'opérations militaires de haute intensité, même si les missions de stabilisation sont officiellement considérées comme «aussi importantes». Ainsi, les forces terrestres seront progressivement consolidées afin de reconstituer entièrement les trois divisions de la Bundeswehr, actuellement affaiblies, d'ici 2032. La première étape consiste à activer d'ici 2023 une brigade destinée à alimenter le «fer de lance» de l'OTAN. Or, pour atteindre ces objectifs à moyen et long terme, il faut une augmentation significative et durable du budget de la défense qui, en ce début 2019, ne peut être considérée comme acquise.

Concernant les projets d'avenir de l'Allemagne, deux approches novatrices viennent s'ajouter aux promesses de croissance: le concept d'«armée de référence» (voir [Analyse du CSS n° 218](#)) et la promotion de la flexibilité grâce aux «packages de mission». La première approche consiste à intégrer de façon permanente les formations européennes partenaires dans les structures de la Bundeswehr, les gouvernements et parlements nationaux conservant le pouvoir de décider des déploiements. Par exemple, les unités françaises ne seraient pas automatiquement activées pour la défense de l'Alliance sous commandement allemand. Ce concept permet néanmoins à la Bundeswehr et ses alliés de s'entraîner à un niveau supérieur, c'est-à-dire à une échelle difficile, voire impossible à atteindre pour un État seul. Or, il s'agit là d'une condition essentielle pour mener des opérations étendues et multicouches. Par exemple, le corps alle-

mand des fusiliers marins est intégré à son équivalent néerlandais et a ainsi accès à un bâtiment de transport de chalands de débarquement (TCD), un type de navire que l'on ne trouve pas dans la marine allemande.

Les efforts déployés pour sortir de l'ère de la contre-insurrection sont clairement visibles dans les trois pays de l'OTAN analysés.

La deuxième approche prévoit d'assurer l'entraînement et le déploiement des unités de la Bundeswehr dans le cadre d'un «single set of forces». De fait, la Bundeswehr ne peut plus se permettre de consacrer des unités à des types de missions spécifiques. Un bataillon d'infanterie doit également être en mesure d'effectuer des patrouilles de stabilisation au Mali ou de participer à la défense de l'Alliance dans les pays baltes. Pour garantir cette flexibilité, des packages de mission seront mis à disposition pour certaines tâches. Ils pourront être intégrés à l'avance dans les unités à déployer et fourniront l'expertise et l'équipement nécessaires.

Sur le plan des acquisitions, il s'agit avant tout de reconstituer les compétences qui ont fait l'objet d'économies, par exemple en augmentant le nombre de systèmes d'artillerie et les réserves de munitions de l'armée de terre ou en investissant dans l'équipement de l'infanterie et la mobilité aérienne (hélicoptères de transport lourds). L'avion de combat *Tornado* et ses capacités de combat terrestre seront également remplacés.

Différences et similitudes

Les efforts déployés pour sortir de l'ère de la contre-insurrection sont clairement visibles dans les trois pays de l'OTAN analysés. Même si, selon les documents de stratégie, les missions de stabilisation restent

officiellement des tâches importantes, on s'oriente à nouveau vers des interventions intenses contre des adversaires étatiques. Développement de l'artillerie américaine et allemande, restructuration de l'armée britannique, investissements visant à étoffer une Bundeswehr édulcorée: les capacités nécessaires sont en cours de reconstruction. Sur le plan de la doctrine, la tendance est la même. L'accent placé sur la vitesse de réaction en cas de crise et de conflit et la

perception du caractère «gris» des conflits modernes, dans lesquels acteurs et objectifs civils et militaires semblent se brouiller, sont autant de points communs entre les pays étudiés. Mais on observe également de nettes différences. Si le cadre financier permet beaucoup plus large de l'armée américaine pour une modernisation importante des mentalités et des équipements, ses partenaires européens doivent fixer des priorités. Le Royaume-Uni et l'Allemagne tentent de mettre en place un instrument aussi souple que possible avec des ressources limitées: une division moyenne pour le premier, un concept d'armée de référence pour la seconde. Sur le plan conceptuel, cependant, l'armée britannique semble plus proche de son «cousin» américain que la Bundeswehr. Ainsi, le flou perçu entre les dimensions militaires «classiques» (terre, air, marine) et l'espace social est moins souligné dans le cas allemand. En outre, Berlin ne semble pas considérer les efforts de désstabilisation et de subversion comme un problème du ressort de l'armée.

Niklas Masuhr est chercheur au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Lisa Watanabe, Fabien Merz, Benno Zogg
Traduction: Interserv; Relecture: Marie Baezner
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000335677

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La coopération d'armement PESCO: potentiel et failles No 241
Le rapprochement des deux Corées No 240
Congo: l'alternance dans la continuité No 239
La diffusion des technologies militaires: mythes et réalités No 238
La présidence suisse du FCS, pilier militaire de l'OSCE No 237
Le maintien de la paix en Afrique: Mali et Somalie No 236